



Les agents de la Fonction Publique veulent vivre et travailler dignement dans les Bouches du Rhône !

Remettre en cause notre modèle social, détruire les Services Publics, réduire le nombre de fonctionnaires, supprimer les moyens des Collectivités, du monde associatif, amputer les budgets pour les activités sociales et culturelles, bloquer les salaires, maintenir un haut niveau de chômage...sont autant de choix politiques qui génèrent la précarité et la misère sociale.

- **À l'AP-HM**, la loi de santé avec la mise en place des Groupements Hospitaliers de Territoires et les Contrats de retour à l'équilibre Financier liés aux politiques d'austérité ont pour conséquences des conditions de travail inacceptables, le manque d'effectifs et la casse organisé du service public (suppression de postes et pertes de lits). Le sénateur maire étant aussi président du conseil de surveillance de l'Assistance publique de Marseille, il doit rendre des comptes aux agents qui étaient en grève le 8 novembre dernier.
- **Au Conseil Départemental**, sur fond de transfert de personnels à la Métropole et à la Région, la majorité départementale fait des choix clairs et assumés concernant la solidarité : réductions budgétaires à tous les étages. Cela se traduit par des attaques contre les personnels (remise en cause des congés pour les travailleurs sociaux, des paniers repas pour les forestiers, les routes, etc...) mais aussi contre les usagers (réduction d'aides à l'enfance, renforcement des contrôles administratifs, suppression des aides liées au RSA et suspension de l'allocation RSA purement et simplement !..). A cela s'ajoute les mesures PPCR et salaire au mérite du RIFSEEP contre lesquelles les agents seront en grève le 29 novembre 2016.
- **Au Conseil Régional**, les politiques régressives et antisociales s'abattent sur les agents, massivement en grève le 13 octobre dernier. Les lois et décrets du gouvernement ouvrent une brèche pour les politiques réactionnaires de Christian ESTROSI. En un an de mandat, ce sont 150 emplois publics détruits, des attaques constantes contre le statut, et l'augmentation drastique du temps de travail (suppression de 11 jours de congés payés). A la Région, c'est la substitution de l'intérêt général pour les intérêts particuliers du patronat !
- **À la Métropole Aix Marseille Provence**, au cœur des élections professionnelles, il s'agit bien de la défense de nos Services Publics de proximité et de qualité face une métropole prévue pour répondre aux injonctions et à l'austérité imposée par le gouvernement sous demande de la troïka européenne. C'est pourquoi nous portons haut et fort le développement de nos services publics pour répondre aux besoins des populations de la métropole, ainsi qu'une harmonisation des droits par le haut pour l'ensemble des personnels.
- **Dans l'Enseignement**, les personnels déjà en grève le 17 novembre, seront en grève le 29 pour combattre la remise en cause de "l'éducation prioritaire".

Ensemble, nos syndicats des Fonctions Publiques revendiquent :

- Des mesures générales immédiates pour l'augmentation des salaires.
- L'abrogation du RIFSEEP et de tous les dispositifs de «salaire au mérite».
- La fin des suppressions d'emplois et les créations partout où c'est nécessaire.
- L'arrêt de la réforme territoriale et la reconquête de Services Publics de proximité, l'abrogation de la loi Travail et de la loi Santé.
- La réduction du temps de travail à 32 heures.
- Le renforcement de nos droits et de nos garanties collectives.
- Une Protection Sociale de qualité pour toutes et tous.

Pour cela ils appellent

- à la manifestation le samedi 26 novembre 2016 à 14 H 30 - Vieux Port
- à l'action et au rassemblement le mardi 29 novembre 2016 à 10 H 30 devant la mairie de Marseille